



Immeuble BORA - 6 rue Raoul Nordling
92277 Bois-Colombes Cedex - France

www.grtgaz.com

**Réponse de GRTgaz à la consultation publique de la
CRE relative à la création d'une zone d'équilibrage Nord
unique pour les gaz H et B sur le réseau de GRTgaz**

20 avril 2012

Q1. Etes-vous favorable aux principes proposés pour la création d'une zone d'équilibrage Nord unique ?

GRTgaz est favorable aux principes proposés, qui permettront aux expéditeurs de disposer d'un accès facilité aux consommateurs de gaz B, à des conditions tarifaires d'acheminement identiques à celles relatives à l'accès aux consommateurs de gaz H.

GRTgaz souhaite néanmoins rappeler que la disparition du périmètre d'équilibrage B conduit à transférer la responsabilité de l'équilibrage du réseau B des expéditeurs à GRTgaz. Pour réaliser cet équilibrage GRTgaz devra, en particulier, souscrire un service d'échange de gaz H en gaz B répondant à ses besoins, dont le coût devra, comme indiqué dans la proposition de la CRE, être intégralement couvert et mutualisé dans le tarif.

Q2. Etes-vous favorable aux mesures proposées pour s'assurer que les infrastructures de gaz B sont utilisées par les expéditeurs pour l'équilibrage physique du gaz B ?

Aujourd'hui, afin d'assurer le service de conversion de gaz H en gaz B proposé aux expéditeurs, GRTgaz a recours à un service d'échange de gaz H en gaz B, souscrit auprès d'un unique prestataire. Ce service permet aux expéditeurs qui ne disposent pas de suffisamment de gaz B, d'alimenter les consommations de leurs clients raccordés au réseau B à partir de gaz H. Les souscriptions de GRTgaz au titre de ce service, ainsi que sa sollicitation quotidienne, sont le miroir des souscriptions et nominations des expéditeurs sur le service de conversion, les expéditeurs conservant la responsabilité de leur équilibrage au périmètre B.

En 2011, GRTgaz a mené l'étude de faisabilité de la fusion contractuelle complète des périmètres H et B à l'horizon 2013, correspondant à la disparition contractuelle des différences de qualités gaz. Cette étude, demandée par la Concertation Gaz en janvier 2011, a donné lieu à un rapport d'étude, transmis à la CRE en février 2012. Les principales conclusions de cette étude étaient qu'une fusion complète des périmètres d'équilibrage, sans condition associée à l'alimentation des clients raccordés au réseau B, et sans condition sur l'utilisation des infrastructures du réseau B, nécessitait de recourir à une prestation pour garantir l'alimentation des consommateurs de gaz B :

- dont le périmètre était, a minima, la consommation totale des clients raccordés au réseau B, y compris ceux du/des prestataire(s) ;
- dont le périmètre pouvait être plus étendu encore en cas d'utilisation contractuelle des infrastructures B pour alimenter des clients raccordés au réseau H.

L'étude avait identifié des risques forts, tant physiques que financiers, associés à ce schéma, du fait notamment de ces changements de périmètre, pour certains non prévisibles, de la prestation.

Aussi, GRTgaz accueille favorablement les mesures proposées par la CRE, qui lui semblent de nature à conserver à la prestation d'échange un périmètre stable, proche du périmètre actuel.

En effet, pour GRTgaz, l'obligation pour le prestataire du service d'échange de gaz H en gaz B de continuer à apporter la quantité de gaz B nécessaire pour couvrir les besoins de ses clients raccordés au réseau de gaz B est indispensable, et ce afin de limiter le périmètre de la prestation d'échange à l'alimentation des consommations B autres que celles du prestataire.

Par ailleurs, GRTgaz considère que les dispositions relatives à l'utilisation des infrastructures B permettent de sécuriser le pilotage physique du réseau B et de limiter le risque d'un élargissement du périmètre du service d'échange au-delà de celui de l'alimentation des consommations B.

En effet, la disposition permettant à GRTgaz d'imposer les nominations sur les infrastructures B permettra de s'assurer de la contribution de ces outils à l'alimentation des consommations B lorsque le pilotage physique du réseau B le nécessitera.

De façon complémentaire, le service de conversion contractuelle de gaz B en gaz H proposé, facturé à la quantité, constitue une incitation à restreindre à la seule alimentation du réseau B, l'usage des infrastructures B.

GRTgaz souhaite toutefois attirer l'attention sur les points suivants :

- le tarif de 1€/MWh envisagé pour ce service paraît faible. En effet, aujourd'hui, l'incitation à limiter les excédents ou déficits de gaz est le surcoût de 30% inclus dans le prix P2. Avec un coût d'équilibrage de l'ordre de 25 €/MWh, l'incitation est donc aujourd'hui de plus de 7 €/MWh ;
- GRTgaz est opposé à l'introduction d'une tolérance associée à ce service, qui réduirait la portée de l'incitation à l'utilisation des infrastructures B, et impliquerait d'adapter en conséquence le périmètre du service d'échange. Les expéditeurs auront les moyens, s'ils le souhaitent, d'éviter de recourir à ce service, sans qu'il soit nécessaire d'introduire une tolérance. En effet, le service ne sera facturé qu'en cas d'excédent de gaz B. Les expéditeurs ayant la maîtrise tant de leurs souscriptions que de leurs nominations sur les infrastructures B, ils pourront adapter leurs nominations pour éviter d'être en excédent de gaz B.

Enfin, GRTgaz est favorable à conditionner l'accès au service de conversion physique B vers H au fait d'importer du gaz B. Toutefois, cette condition d'accès doit concerner non seulement Taisnières B mais également le PITP du réseau B. D'autre part, il conviendrait que cette condition d'accès soit explicitée plus clairement. En effet, l'utilisation quotidienne du service doit être conditionnée à l'importation effective de gaz depuis Taisnières B et/ou le PITP et non au seul fait de disposer d'une souscription sur ce(s) point(s).

O3. Etes-vous favorable à la sélection du ou des prestataire(s) d'échange par l'organisation d'une procédure de mise en concurrence dans le calendrier proposé ?

L'opportunité d'une procédure de mise en concurrence doit s'apprécier au regard du nombre de candidats susceptibles de rendre le service.

Comme indiqué précédemment, GRTgaz considère qu'il est indispensable que le prestataire du service d'échange ait l'obligation de continuer à apporter la quantité de gaz B nécessaire pour couvrir les besoins de ses clients raccordés au réseau B. Il sera tout aussi indispensable, si une procédure de mise en concurrence devait conduire à retenir plusieurs prestataires, d'étendre cette obligation à l'ensemble des prestataires. GRTgaz considère que l'inscription de cette obligation dans le contrat d'acheminement serait de nature à faciliter la généralisation de cette obligation à plusieurs prestataires, et ce sous une forme transparente pour le marché. Par ailleurs, afin de circonscrire le périmètre du service d'échange, GRTgaz considère que cette obligation pourrait plus largement s'appliquer aux expéditeurs disposant sur Taisnières B d'une souscription dépassant un niveau seuil.

Enfin, GRTgaz souhaite souligner qu'une procédure de mise en concurrence soulèvera la question de la compatibilité du calendrier de la procédure avec les calendriers de souscription tant acheminement que stockage, afin que les candidats à la prestation puissent être assurés de disposer des capacités nécessaires pour rendre le service qu'ils proposeront.

Une telle procédure nécessitera également de clarifier la question de la répartition des capacités sur les infrastructures B entre les expéditeurs prestataires et non-prestataires d'une part, et entre les différents expéditeurs prestataires d'autre part. Elle pourrait donc nécessiter une adaptation des règles de commercialisation des capacités sur les infrastructures B.